

Nourrir Kinshasa en période de guerre

par

Tom De Herdt

Abstract

Wars are, besides sources of negative growth, also sources of rising inequality, especially between the cities and the countryside. This hypothesis goes back at least to Max Weber in his analysis of the ancient city-states. Concomitantly, the net result of both processes of negative growth and rising inequality is difficult to predict in advance for a city like Kinshasa. In this text, we start with documenting the recent evolution of economic development in Kinshasa. We point out that notwithstanding the collapse of the formal economy, data on child malnutrition show remarkable stability. We identify three causes to explain this stability for the nineties and up to 1998, each of them being related in its own way to economic regress. First, the increasing level of informalisation can to an extent explain the « gap » between purely economic data and data on malnutrition. Second, households seem to have adapted their structures and composition so as to be better able to « contain » the crisis –even if there are some counter-indications as well. Third, people seem to have shifted towards another food basket, buying their calories and proteins at a cheaper price. The latter process may partly be explained as an unintended outcome : due to increasing transporting difficulties by road, the typical cassava-based food (very low in proteins, low in calories) was replaced by the relatively high-quality maize –transported by boat. These findings prepare the ground for an analysis of the same data during the war years 1998-2000. It appears that the relative stability of child malnutrition is continued during this period as well. Some of the determinants of the former period continue to play a role (e.g. informalisation and changes in relative food prices), but additionally, some evidence exists of a rising inequality between the capital and the countryside, and a net shift in the distribution of resources towards the capital.

Max Weber décrivait le contexte des villes antiques comme une situation de « guerre chronique » : c'était la guerre « qui enrichissait la ville alors que les périodes de paix durable n'étaient pas supportées par la classe des citoyens »¹. C'est par la force militaire qu'on s'appropriait des ressources économiques cruciales de ce temps, la terre et les esclaves. La guerre, source de développement ? Un certain développement sans doute. Et encore, ne parle-t-on

¹ WEBER, M., *Wirtschaftsgeschichte; abriss der universalen sozial- und wirtschafts-geschichte* Verlag von Dunker & Humblot, München und Leipzig, 1923, p. 284. Voir aussi, pour une application plus approfondie de l'oeuvre de Max Weber à l'économie politique de l'Afrique contemporaine, BAYART, J-F., "L'invention paradoxale de la modernité économique" in: J-F. BAYART (éd.) *La réinvention du capitalisme* Karthala, Paris, pp. 9-43.

pas, ici, de certaines dynamiques qui tendent à se matérialiser à la longue et malgré elles-mêmes ?

De toute façon, l'hypothèse que la guerre enrichit la ville (en comparaison avec l'intérieur) n'est pas nécessairement sans fondement historique. C'est une hypothèse qui pourrait nous mener à étudier quelles sources d'enrichissement ont été « bougés »² de l'intérieur vers la ville pendant la guerre. Dans ce texte-ci, cependant, nous voudrions étudier cette hypothèse en commençant de l'autre bout, partant d'une variable qui mesure le développement de manière plus directe. Plus particulièrement, nous commençons l'analyse avec l'étude de l'évolution de la malnutrition infantile à Kinshasa. Dans la première section, nous jugeons la pertinence de cet indicateur de développement dans le contexte actuel de Congo-Kinshasa. Ensuite, nous étudions les déterminants directs et indirects de cet indicateur –en vue d'expliquer l'évolution de l'indicateur pendant la période avril 1990 - août 1998. Il est assez surprenant de constater que la malnutrition infantile n'a pas suivi les statistiques « ordinaires » sur le Zaïre de jadis, qui, quant à eux, pointent tous vers la régression économique. Nous retenons trois hypothèses qui peuvent expliquer le phénomène de la résistance relative de la malnutrition. Dans la troisième et la quatrième section, nous poursuivons la même exercice pour l'actuelle période de guerre. A part des indices sur la malnutrition même, nous présentons des données empiriques qui peuvent nous renseigner sur l'enchaînement de circonstances qui pourrait expliquer la résistance de l'indicateur de la malnutrition, même en pleine période de guerre. Finalement, dans la conclusion nous revenons sur l'hypothèse de départ.

1. LA MALNUTRITION, INDICATEUR DU DEVELOPPEMENT

L'indicateur de la malnutrition infantile³ est intéressant en tant qu'indicateur économique, et ceci à plusieurs égards.

² «bouger des biens», euphémisme congolais pour le vol de biens.

³ Nous ne voulons pas mener une discussion technique de cet indicateur dans ce texte. Généralement, le concept de la malnutrition infantile inclut tous les statistiques qui se basent sur l'état nutritionnel des enfants entre 6-59 mois. L'état nutritionnel d'un être humain peut être mesuré de différents façons, de la composition du sang au périmètre bracial, en passant par la valeur nutritive de l'alimentation. Pour de plus amples informations sur la large littérature à ce sujet, voir Osmani, S.R. (éd.) *nutrition and poverty*, Clarendon Press, Oxford, 1993. Ci-dessous, nous employons surtout les indices qui se basent sur des mesures anthropométriques. Ainsi, le pourcentage d'enfants souffrant de *malnutrition aiguë* peut être défini comme le pourcentage d'enfants avec un poids en-dessous du poids de l'enfant médian du même taille moins deux écarts-types, et/ou avec oedèmes. Ensuite, le pourcentage d'enfants souffrant de *malnutrition chronique*

D'abord, il est assez facile à obtenir, c.à-d. il est possible de l'obtenir à un moindre coût et dans un délai raisonnable. L'indicateur a été rapporté également par CEPLANUT, une parastatale qui a pu attirer des sources de financement diverses pour financer au moins une enquête par an (à partir de 1991) qui est représentative au niveau de toute la ville. C'est cette source d'information que nous voudrions exploiter le plus dans ce texte.

Ensuite, c'est un indicateur qui ne dépend pas de la manière précise dont les gens gagnent leur revenu. Dans un contexte où les revenus tirés du secteur formel sont clairement insuffisants pour nouer les deux bouts du mois, cette caractéristique n'est pas la moindre; elle permet de ne pas entrer dans « le miracle » de chaque mois.

Finalement, l'indicateur de la malnutrition pourrait être considéré comme un indicateur meilleur, en comparaison avec p. ex. les revenus ménagères, ou même les dépenses des ménages. En premier lieu, « être bien nourri » est l'un des aspects les plus fondamentaux du bien-être humain. Mais à part sa valeur intrinsèque, « être bien nourri » a également une valeur instrumentale très importante, dans le sens où la malnutrition ne permet pas le fonctionnement normal dans la société, et donc la possibilité de réaliser d'autres aspects du bien-être humain. Dans le langage de Amartya Sen, on pourrait dire qu'être bien-nourri est une des conditions nécessaires pour réaliser une liberté effective⁴. Finalement, en comparaison avec les indicateurs du revenu ou des dépenses, on peut argumenter que l'indicateur de la malnutrition infantile est également plus juste, étant moins sensible au bien-être des couches les plus nanties de la population⁵.

peut être défini comme le pourcentage d'enfants avec une taille en-dessous de la taille de l'enfant médian du même âge moins deux écarts-types. Finalement, le pourcentage d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale peut être défini comme le pourcentage d'enfants avec un poids en-dessous du poids de l'enfant médian du même âge moins deux écart-types et/ou avec œdèmes. Pour une critique des seuils de malnutrition (pourquoi le médian - 2 E.T. ?), voir DE HERDT, T., *surviving the transition; institutional aspects of economic regress* (thèse de doctorat) Ufsia, Anvers, juin 2000, 3-30.

⁴ Sen, A.K. *Un nouveau modèle économique; développement, justice, liberté* Paris, éd. Odile Jacob, 2000.

⁵ Certes, cet argument ouvre tout un débat sur les différentes formes d'agrégation du bien-être entre différents individus que nous ne voulons pas ouvrir. Admettons de toute façon que différents stratégies ont été proposés pour combler à ce défaut de l'indicateur du revenu (ou des dépenses) moyen(nes) sans qu'on devrait sortir de l'espace des revenus pour mesurer le bien-être (SEN, A. *On economic inequality* Clarendon Press, Oxford, 1997). Notre argument reste valable cependant puisque dans la plupart des cas (et notre cas ne fait pas exception), nous ignorons toute information sur la distribution des revenus –ou des dépenses (sauf notre propre estimation pour Kinshasa, voir

D'un autre côté, il faut ajouter immédiatement que la malnutrition infantile ne représente qu'une seule dimension du développement –si importante qu'elle soit. Or, dans notre sens, cet aspect ne devrait pas être considéré comme une faiblesse, au contraire, en distinguant cette dimension, nous pouvons commencer à analyser entre cette dimension et d'autres, et ainsi obtenir une idée plus approfondie des évolution en cours.

Tableau 1. enfants souffrant de malnutrition à Kinshasa, 1991-1998

	N	% MALNU- TRITION AIGUË	% INSUFFI- SANCE PONDÉRALE	% MALNUTRITION CHRONIQUE	ENFANTS <5ANS	ENFANTS <5 ANS SOUFFRANT DE MALNUT. AIGUË
1991	1862	6,0	22,4	26,8	700 872	42 052
1992	1832-47	6,5	23,2	29,3	738 804	48 022
1993	1845	6,8		29,6	776 910	52 441
1994	1847	9,1		26,8	809 970	73 707
1995	1871	6,8			847 206	57 610
1996	3415	6,4	24,1	28,0	888 618	56 872
1998	2100	6,5	24,4	27,1		

Source: établi à base de sources différentes; voir T. De Herdt, *o.c.*, p. 45.

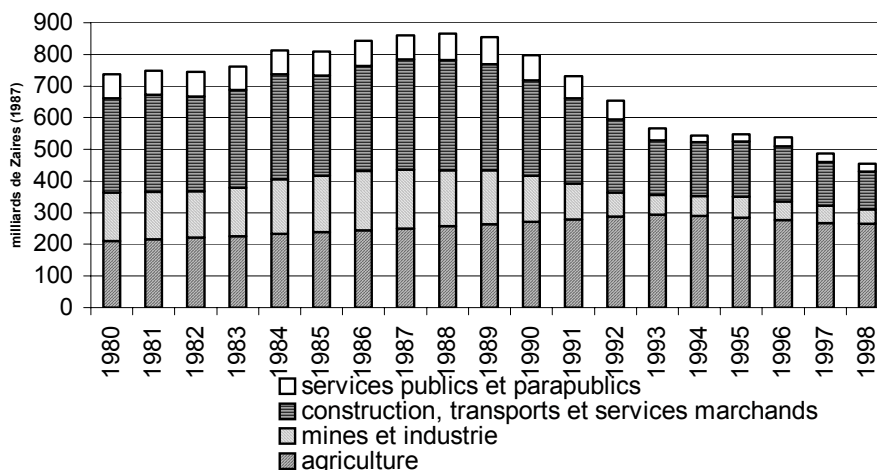
Dans le tableau 1. nous avons présenté les résultats de quelques enquêtes représentatives pour toute la ville de Kinshasa, entre 1991 et 1998. On peut bien apprécier que le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition chronique n'a pas augmenté de manière significative entre 1991 et 1998. Le pourcentage d'enfants souffrant de malnutrition aiguë par contre montre une légère tendance à la hausse, jusqu'à 1994, mais ce pourcentage a diminué depuis lors, pour atteindre de nouveau le niveau de 1991 vers la fin de la décennie. En ce qui concerne l'insuffisance pondérale, nous disposons d'abord de peu de chiffres. Et celles que nous avons n'indiquent pas une hausse significative de la malnutrition infantile.

Ces données ont pu être confirmées par d'autres, prélevées de manière indépendante, mais à un niveau géographiquement plus limité. Il paraît donc vraisemblable que la situation nutritionnelle du kinois modal ayant moins que 5 ans n'est pas mieux ni pire en 1998 qu'au début des années '90. Il fallait donc

LUZOLELE, L. et DE HERDT, T., *La pauvreté urbaine en Afrique Subsaharienne; le cas de Kinshasa* Kinshasa, CEPAS, 1999).

conclure qu'apparemment, le coût humain de la transition a été ni moins ni plus que « modéré ».

Figure 1. evolution du PIB et de ses composants, 1980-1998



Source : établi à base de MATON, J. , *Congo 1965-1999*, Universiteit Gent, Gand, mars 2001, annexe 2.

Ces données contredisent particulièrement l'intuition, mais aussi les indicateurs économiques « officielles » et plus classiques, comme le revenu par habitant. Ces indicateurs montrent toujours une régression économique spectaculaire. Dans la figure 1 on peut même observer que, même sans tenir compte de la croissance démographique, l'économie congolaise s'est effondré à partir du début des années '90. Ailleurs, nous avons décrit cette situation Zaïroise comme un crash d'avion sans beaucoup de victimes⁶.

Certes, ces indicateurs de malnutrition infantile nous informent sur la situation à Kinshasa et non pas au pays en général. On pourrait supposer cependant que la capitale devrait être la première victime de la crise économique. D'abord, la crise a frappé en premier lieu l'industrie, les services marchands et non-marchands et la construction -donc prépondéramment l'économie urbaine- et l'administration de l'Etat. Dans la figure 1 on peut

⁶ De Herdt, T. Marysse, S. "Against all odds: coping with regress in Kinshasa, Zaire" in: *European Journal of Development Studies* vol. 9 n° 1, 1997, pp. 209-30.

apprécier combien le poids de l'agriculture –et donc de l'intérieur- ait augmenté en comparaison avec les autres secteurs : entre 1980-1998, son importance a presque doublé, de 28,5% à 57% du PIB. Ensuite, on peut également supposer que la crise a frappé surtout l'actuel province du Katanga (avec l'effondrement des mines) et Kinshasa (avec l'effondrement de l'Etat)⁷.

De toute façon, dans cette section et dans celle qui suit, nous nous limiterons plutôt aux données à base de Kinshasa. De cette manière, nous nous privons de la possibilité de discuter des variations inter-régionales –sans doute fort importantes. Mais autant que nous manquons des données systématiques au niveau de tout le territoire, il vaut mieux de se taire sur ce point. Dans la dernière section, ce silence sera partiellement rompu.

Nous tenons à souligner finalement que si nous disons « coût humain modéré » il faut comprendre cette phrase dans le contexte d'une régression économique spectaculaire, et non pas en comparant la situation avec un scénario irréel et plutôt normatif : nous ne voulons pas du tout nier la sévérité de la réalité. Plutôt, notre démarche consiste à mieux la comprendre. Les tendances divergentes entre l'indicateur de la malnutrition et les indicateurs plus classiques de développement économique comme le PIB sont issues d'une même réalité : comment donc les rimer ? Nous cherchons à répondre sur cette question d'abord pour la période 1991-8, ensuite pour la période de l'actuelle guerre (1998-2000).

2. LE COÛT HUMAIN MODÉRÉ DE LA PÉRIODE DE TRANSITION

Nous avons retenu trois hypothèses qui pourraient rimer un crash économique considérable avec un nombre relativement faible de victimes.

Tout d'abord, on peut supposer qu'il n'y a rien à rimer puisque les chiffres économiques officielles représentent de moins en moins la réalité : le crash n'a été qu'un phénomène statistique. Bien que cette thèse se heurte en partie contre l'intuition des kinois, qui perçoivent une crise bel et bien réelle. Mais en partie la même intuition pourra immédiatement citer des exemples d'un secteur non-enregistré de plus en plus grand et omniprésent⁸. A base d'une comparaison des chiffres officiels avec des enquêtes budgétaires des ménages à Kinshasa, et encore, avec quelques indices particulières de consommation urbaine, nous

⁷ Maton, J. *Zaïre: balance of payment problems 1992-3, forthcoming import problems, impact of falling exports on the level of commercialised GDP and consumption* doc. inédit, Université de Gand 1993, p. 15.

⁸ DE HERDT, T., MARYSSE, S., *L'économie informelle au Zaïre; (sur)vie et pauvreté dans la période de transition* CEDAF/Harmattan, Bruxelles/Paris, 1996.

pouvons effectivement observer que le crash a été surestimé par les chiffres officielles, mais également qu'il a été très réel⁹. En d'autres mots, cette explication s'est avérée importante mais insuffisante.

Il est d'ailleurs intéressant de comparer la crise Zaïroise des années '90 avec une famine ordinaire. L'image classique que nous avons d'une famine, notamment qu'elle pourrait être considérée comme un accident naturel, et qu'on ne peut donc rien faire contre de telles calamités. Or, depuis les années '80 les analystes des famines ont argumenté d'abord qu'une famine est surtout et en premier lieu causée par la disparition soudaine des droits d'accès légaux d'une classe économique déterminée à une quantité minimale de denrées alimentaires. De manière similaire, pas mal de kinois ont vu réduire, dans les années '90, leur salariale à un phénomène marginal, en partie en cause du phénomène de l'hyperinflation. Ensuite, les analystes concourent que typiquement une famine affecte seulement quelques groupes (politiquement marginales) de la société ; c'est précisément par la volonté de l'élite au pouvoir de garantir la «normalité» de la situation que la famine n'est pas contrecarrée, ni même parfois détectée; «La loi est interposée entre la présence des aliments et les droits d'accès des gens à cet alimentation»¹⁰. Dans ce sens, le Zaïre pourrait être cité comme l'exception confirmant la règle: précisément par une flexibilité poussée outre toutes les limites dans la «pratique de la loi», beaucoup de gens paraissent avoir échappés à la mort faute d'aliments. Nous revenons sur ce point plus bas.

Une deuxième hypothèse qui pourrait expliquer le coût humain modéré est que la régression économique exigera moins de victimes dans la mesure où elle affectera les couches les plus pauvres de la population de manière moins sévère. En d'autres mots, la régression économique et l'informalisation de l'économie sont allées de pair avec une diminution de l'inégalité économique. Nous avons cherché à tester cette hypothèse à deux niveaux.

D'abord, en considérant l'inégalité des revenus ménagères, l'hypothèse peut être confirmée. Pour la période 1975-1986 nous disposons d'enquêtes budgétaires suffisamment complètes et standardisées pour être comparable. Les données du tableau 2 montrent en tout cas que, bien que les dépenses ménagères ont diminué en moyenne, cette diminution a été plus forte pour les couches les plus riches de la population (la sixième sextile). La première sextile s'est même encore enrichie pendant la même période. Or, les données que nous avons pu assembler pour la période 1986-97 ne nous permettent pas d'infirmer cette

⁹ Voir DE HERDT, T., *o.c.*, pp. 61-74.

¹⁰ Sen, A.K. *Poverty and famines; an essay on entitlement and deprivation* Oxford, Clarendon Press 1981.

tendance visible dans la période antérieure. Le rapport de revenus entre les ménages dont le chef a suivi des études supérieures, et les ménages dont le chef n'a pas suivi une éducation du tout, par exemple, a été réduit de 1,9 à 1,3, si on considère les dépenses par personne¹¹. Ceci suggère que la diminution de l'inégalité économique est surtout liée à la diminution de la division du travail et donc de la complexité du système économique ; la différenciation socio-professionnelle a décliné –ce qui pourrait donc être considéré comme un autre indicateur de la régression économique.

Tableau 2. Dépenses et personnes par ménage et dépenses par personne

SIX-TILE	KINSHASA 1975			KINSHASA 1986		
	DÉPEN-SES/MÉNAGE	PERS./MÉNAGE	DÉPEN-SES/PERSONNE	DÉPEN-SES/MÉNAGE	PERS./MÉNAGE	DÉPEN-SES/PERSONNE
1	22,2	4	5,6	27,4	4,2	6,5
2	36,4	5,4	6,7	41,0	6,7	6,1
3	48,9	5,1	9,6	51,6	6,7	7,7
4	64,5	5,9	10,9	62,8	7,3	8,6
5	88,3	6,5	13,6	88,5	8,5	10,4
6	208,2	7,4	28,1	184,3	10,5	17,6
TOTAL	79,6	5,8	13,7	75,4	7,3	10,3
MAX/MIN	9,4		5,1	6,7		2,9

Source : établi à base de sources différentes, voir T. De Herdt, *o.c.*, pp. 75.

Ensuite, nous avons testé la même hypothèse des inégalités décroissantes en analysant de manière plus détaillée les changements institutionnelles au niveau des ménages. Nous avons été frappés, à ce niveau, par deux aspects différents. Le ménage modale compte d'abord de plus en plus de membres. Plus particulièrement, surtout les ménages riches comptent plus de membres. Par conséquent, l'inégalité des revenus à niveau des ménages est en partie, et de plus en plus, neutralisée par cette divergence dans le nombre de membres par ménage.

Nous avons également pu noter des changements fondamentaux dans la composition des ménages urbaines: des sources différentes indiquent en effet que le nombre d'enfants « naturels » a considérablement augmenté les dernières années. Ainsi, nous avons pu constater qu'environ un tiers des enfants de notre échantillon à Kisenso vivait dans l'absence de leur père biologique. La mère ou

¹¹ Nous comparons ici les écarts en ce qui concerne les ménages dans l'échantillon de 1986 (étude de Houyoux et al.) et dans notre propre enquête de 1997 à Kisenso (voir DE HERDT, *o.c.*, p. 81)

filles-mères de l'enfant reste, dans la plupart des cas, à vivre chez ses parents. Ainsi, trois ou quatre générations vivent sous le même toit, un ménage caché dans un autre. A base des données anthropométriques que nous avons pu assembler, nous avons pu déduire que ce sont précisément ces enfants naturels qui courent le plus grand risque à être malnourri. Prenant en considération l'importance croissante de ces enfants, nous devons donc conclure que l'inégalité au niveau des ménages a probablement augmenté.

Il sied de noter qu'ici aussi, il s'agit d'une des conséquences de la régression économique: Une fois adulte, les filles sont considérées capables de se trouver un homme qui peut les soutenir. D'un autre côté, les coutumes autour le mariage restent inchangés : autant que le mariage n'a pas été célébré, la responsabilité du mari –et du lineage du mari- pour la femme ou ses enfants n'existe pas. Par conséquent, les hommes se défont de leur responsabilité, mais de cette manière la pauvreté entre au sein même des ménages, où elle est à la base d'un conflit particulier entre les générations.

En ce qui concerne l'hypothèse de l'inégalité, nous pouvons donc résumer que l'inégalité extra-ménagère paraît avoir diminué, tandis que l'inégalité intra-ménagère paraît avoir accru. Sur l'effet net de ces deux tendances nous ne pouvons donc rien conclure.

Une troisième hypothèse qui pourrait expliquer le coût relativement bas de la régression économique est plutôt technique : un revenu diminuant peut être consistant avec un pourcentage stable d'enfants malnourris dans la mesure où le rapport prix/qualité de l'alimentation ait au même temps amélioré.

Tableau 3. Composition du panier alimentaire (féculents et céréales)

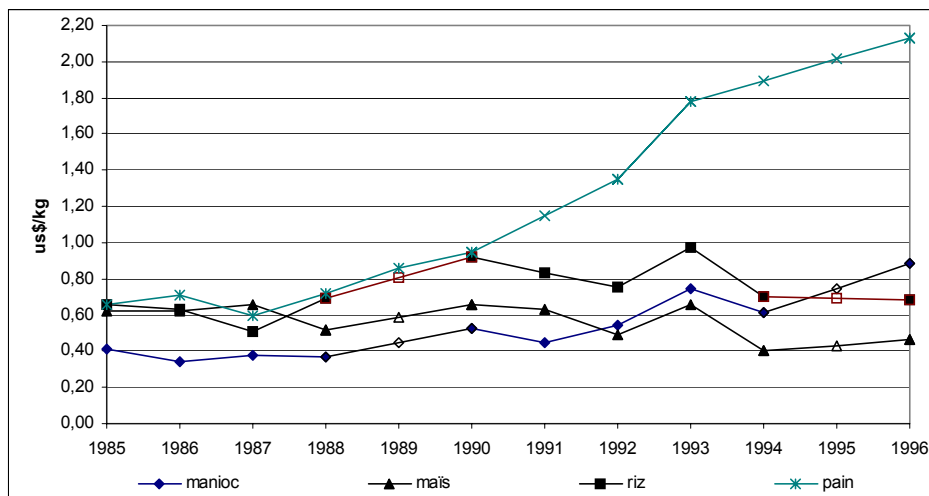
	ENERGIE PAR PERSONNE (KCAL/JOUR)				PROTÉINES PAR PERSONNE (G/JOUR)			
	KINSHASA 1986		KISENSO 1997		KINSHASA 1986		KISENSO 1997	
	KCAL	%	KCAL	%	G	%	G	%
RIZ	129	16,0 %	177	22,9 %	2,5	24,6%	3,4	25,3%
MAÏS	36	4,5 %	233	30,2 %	1,0	9,4%	6,5	45,7%
PAIN	137	16,9 %	87	11,3 %	4,0	39,6%	2,6	19,2%
MANIOC	507	62,6 %	274	35,5 %	2,7	26,4%	1,3	9,8%
TOTAL	810	100,0 %	772	100,0%	10,2	100,0%	13,5	100,0%
FÉC.&CÉRÉALES/ ALIMENTS	57.6 %				31.0 %			

Source: établi à base de sources différentes, voir T. De Herdt, o.c., p. 101.

Ceci paraît être confirmé par nos observations. Dans le tableau nous comparons les résultats de l'enquête budgétaire de 1986, organisée par Houyoux et Kinavvuidi Niwembo, avec les résultats de la nôtre, organisée à Kisenso en 1997. Nous pouvons constater que le panier alimentaire a considérablement changé pendant cette période: d'une alimentation à base de manioc comme plat de résistance, on semble avoir changé vers le maïs. Tandis qu'en 1986, les deux tiers des calories en provenance des féculents et céréales étaient fournies par la consommation de manioc, actuellement, ce pourcentage a été réduit à un tiers, tandis que le maïs a occupé l'autre tiers. Puisque le maïs est également trois fois plus nutritif en termes de protéines, ce changement a également généré un changement spectaculaire dans le domaine de la consommation des protéines: actuellement, presque la moitié des protéines végétales proviennent du maïs.

De nouveau, il est à constater que ce changement est très lié au processus de régression économique. Parce que le coût du transport par voie terrestre a montré une tendance systématique à la hausse, le prix du manioc a dû suivre cette tendance. En même temps, le prix du maïs, qui peut résister beaucoup plus au transport par bateau, a encore diminué. Si, en 1985, le manioc s'achetait encore à \$ 0,4/kg et le maïs à plus que \$ 0,6 11 années plus tard, c'est le maïs qui coûte ca. \$ 0,4/kg, tandis que le prix du manioc a augmenté à \$ 0,9/kg.

Figure 2. Evolution du prix des principaux aliments



Source : établi à base de sources différentes, voir DE HERDT, T., *o.c.*, p. 96.

C'est donc pour des raisons économiques que la population a commencé à mélanger la farine de maïs dans le fofou¹². Mais de cette manière, un produit relativement pauvre en termes de calories et protéines a pu être remplacé par un produit relativement riche en termes alimentaires. Ce qui implique que le prix des calories et des protéines à Kinshasa doit avoir diminué.

Nous pouvons conclure de les Zaïrois en général et les habitants de Kinshasa plus particulièrement semblent avoir montré de pouvoir garantir la survie minimale sans Etat, et dans des circonstances particulièrement adverses. Cependant, il faut immédiatement ajouter ici que, comme le développement économique, aussi la régression économique est un phénomène multi-dimensionnel, et donc l'effet net de différentes forces qui parfois se fortifient, parfois de contredisent. L'éparpillement des ménages, la diminution de la division du travail, le dépérissement de l'Etat, les difficultés de plus en plus grave de communication entre la capitale et l'intérieur, c'est une liste des différents aspects de la régression économique. Et pourtant, tous ces facteurs semblent jouer un rôle dans l'explication du statut quo dans l'état nutritionnel des enfants.

3. GUERRE ET INDICATEURS DE MALNUTRITION URBAINE

Depuis mi-1998 le pays est pleinement enfoncé dans une guerre, et donc sans doute dans une nouvelle phase de régression économique.

Cette nouvelle phase a commencé sur des fronts différents, dont un à l'Ouest du Congo. Une des stratégies des rebelles était d'empêcher l'approvisionnement de Kinshasa, entre autres en arrêtant les activités portuaires à Matadi et Boma, et en freinant l'approvisionnement de la capitale à partir du fleuve Congo. Une autre stratégie était de provoquer une coupure de l'électricité, ce qui était réalisé en occupant la centrale électrique d'Inga. Par conséquent, après quelques jours, plus aucune chambre froide pouvait fonctionner, avec des conséquences nécessairement désastreuses pour la population. En plus, en guise de contre-stratégie, le gouvernement régulier empêchait aux camions transportant les aliments d'entrer dans la ville, comme quoi on essayait d'exclure chaque possibilité que les rebelles infiltrent la ville.

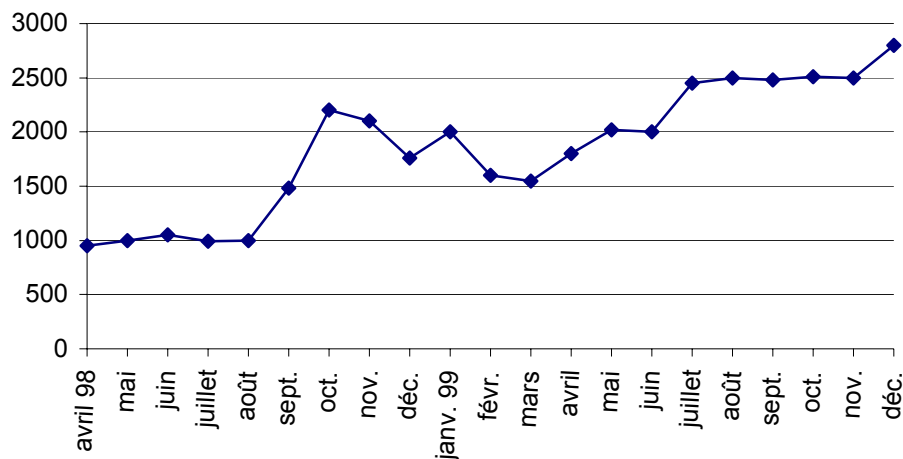
¹² Il faut ajouter ici que le fofou à base de maïs appartient aux coutumes des originaires du Kasai. Cependant, cette pratique est de plus en plus généralisée les dernières années.

Ainsi, la guerre a momentanément pris en otage une population de près 6 millions d'habitants¹³.

Il serait donc presque impossible que, dans de telles circonstances, l'Etat nutritionnel des kinois n'aurait pas été affecté. En plus, si ces circonstances ne sont pas reflétés dans nos indicateurs, il faut nécessairement disqualifier les indicateurs.

Il faut mentionner d'abord que l'enquête nutritionnelle représentative de 1998 qui nous a permis d'estimer entre autres la malnutrition aiguë à 6,5% (voir tableau 1) a été effectuée en juin de cette année-là. Mais d'autres indicateurs, plus détaillés mais aussi moins représentatifs, peuvent nous fournir d'autres informations. Ainsi p.ex. le nombre d'enfants inclus dans le programme d'aide nutritionnelle (figure 3).

Figure 3. Enfants dans les centres nutritionnels (nouveaux cas)



Source: Bureau Diocésain d'Oeuvres Médicales, publié dans FAO *Informations sur la sécurité alimentaire en RDC*, n° 14 (25/01/2000).

On peut clairement voir, dans la figure, le « choc » de la fin de l'année 1998, moment où la rébellion se situait aussi à l'Ouest. Les mêmes données suggèrent également que depuis lors, il n'y a guère eu d'amélioration dans l'état

¹³ Pour l'an 2000, de St.-Moulin estime la population de Kinshasa à 6050600 habitants, voir de St.-Moulin, L. "Le réseau urbain de la République Démocratique du Congo: réseau de solidarité ?" texte présenté sur séminaire du CEPAS, 17 mars 2001.

nutritionnel des enfants. Cependant, nous croyons que, bien que ces données peuvent servir pour marquer des circonstances exceptionnelles, elles se prêtent pour noter des tendances ; il s'agit p. ex. de chiffres absolus, qui varient sans doute avec d'autres tendances qui ne sont pas, ou seulement de manière indirecte, en relation avec la situation économique du moment : l'accroissement démographique de la ville, l'approvisionnement des centres de santé en aide alimentaire à distribuer (qui varie entre autres en fonction du caractère alarmant des mêmes chiffres sur la malnutrition), la politique nutritionnelle au niveau de chaque centre de santé, etc.

En ce qui concerne les tendances dans la malnutrition infantile, il est donc plus approprié de se fier aux résultats d'enquêtes représentatives. de toute façon de tels types d'enquêtes fournissent une source d'information indépendante, même si celles-ci ne peuvent pas, ou plus difficilement nous informer sur les « chocs » qu'on peut apercevoir plutôt dans la série de données des centres de santé. Dans le tableau, nous représentons les résultats des derniers enquêtes représentatives.

Tableau 4. Enfants souffrant de malnutrition à Kinshasa, 1995-2000

	N	MOIS D'ENQUÊTE	% MALNUTRITION AIGUË	% INSUFFISANCE PONDÉRALE	% MALNUTRITION CHRONIQUE
1995	1871	Avril-octobre	6,8		
1996	3415	Septembre	6,4	24,1	28,0
1998	2100	Mars	6,5	24,4	27,1
1999	1648	Avril	10,5	27,7	31,1
2000	1823	Juin	5,2	23,6	26,8

Sources: à base du tableau 1 (ci-dessus), CEPLANUT, Enquête nutritionnelle dans la ville de Kinshasa, Kinshasa, avril 1999 et CEPLANUT *enquête nutritionnelle et de consommation alimentaire dans la ville de Kinshasa*, Kinshasa, juin 2000.

Les résultats de ces enquêtes sont un peu bouleversantes. Huit mois après le début de la guerre, les enfants de la capitale sont parmi de ses victimes ; la malnutrition aiguë surpasse le seuil d'alarme de 10%, un seuil qu'on n'avait dépassé qu'un seul fois dans les années '90 (mars 1994, juste après la réforme monétaire et la période d'hyperinflation qui en suivait¹⁴). Cependant, une année plus tard, le même indicateur (prélevé par la même institution, les mêmes enquêteurs, la même procédure d'échantillonnage, etc.) montre que la

¹⁴ Voir De Herdt, T., *Déterminants de la malnutrition aiguë à Kisenso*, in: L. Luzolele et T. De Herdt *Pauvreté Urbaine en Afrique Subsaharienne, le cas de Kinshasa* 1997, annexe 6.

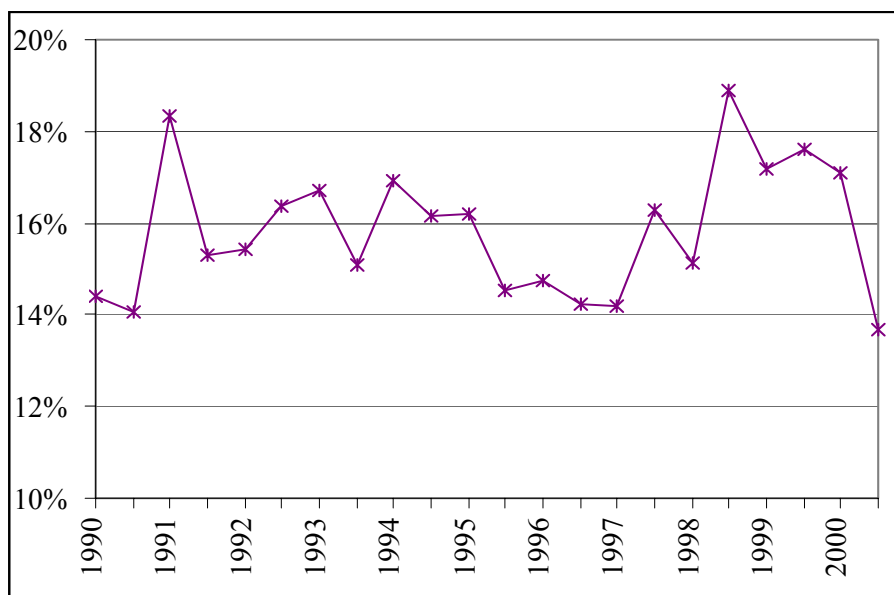
malnutrition infantile ait atteint de nouveau son niveau « normal » (autour de 5-6% de malnutrition aiguë, autour de 26-27% de malnutrition chronique). Les rapporteurs du Centre de Nutrition ne savent pas comment expliquer ce résultat, sauf en faisant une référence à la capacité de la population de s'adapter à la crise «par le développement des mécanismes de survie»¹⁵.

Il faut en tout cas mentionner que ce résultat on pu être confirmé par une série de données de la maternité Esengo (zone de Kisenso). Dans la figure qui suit, on peut observer l'évolution du pourcentage d'enfants prématurés, nés sous poids-cible (<2500g) ou mort-nés dans le total des accouchements. Il s'agit ici sans doute d'un autre indicateur de la malnutrition. D'ailleurs, Kisenso étant une des « cités excentriques et semi-rurales », il s'agit d'un indicateur qui reflète les conditions de vie de presque la moitié de la population de Kinshasa¹⁶. On peut apercevoir d'abord que cet indicateur ne montre aucun tendance, ni à la hausse, ni à la baisse, pendant la dernière décennie du siècle antérieur. Ensuite, l'indicateur montre également les années turbulentes des pillages (1991-1993) et hyperinflation (fin 1993, début 1994). Finalement, la période de la guerre actuelle semble confirmer nos observations de ci-dessus : une hausse spectaculaire dès le début de l'actuelle période de guerre, avec coupure d'électricité –et donc difficultés pour maintenir les aliments- et problèmes sérieux d'approvisionnement, mais aussi, plus tard, une amélioration de la situation vers la deuxième moitié de l'année 2000.

¹⁵ CEPLANUT o.c., p. 36.

¹⁶ CEPLANUT, o.c., p. 5.

Figure 4. Pourcentage d'enfants sous-poids (<2500g) ou mort-nés à la Maternité Esengo, Kisenso (données semestrielles, 1990-2000)



Source : compilation à base des archives de la maternité Esengo.

Il sied de noter que même deux hirondelles ne font pas encore le printemps et donc que nous ne pouvons que considérer comme temporaire la conclusion que l'actuelle guerre n'a eu, hormis la première phase, qu'un faible impact sur la malnutrition infantile à Kinshasa. Ces résultats incitent toutefois à faire un examen plus profond de la situation.

4. LA GUERRE ET L'APPROVISIONNEMENT DE KINSHASA

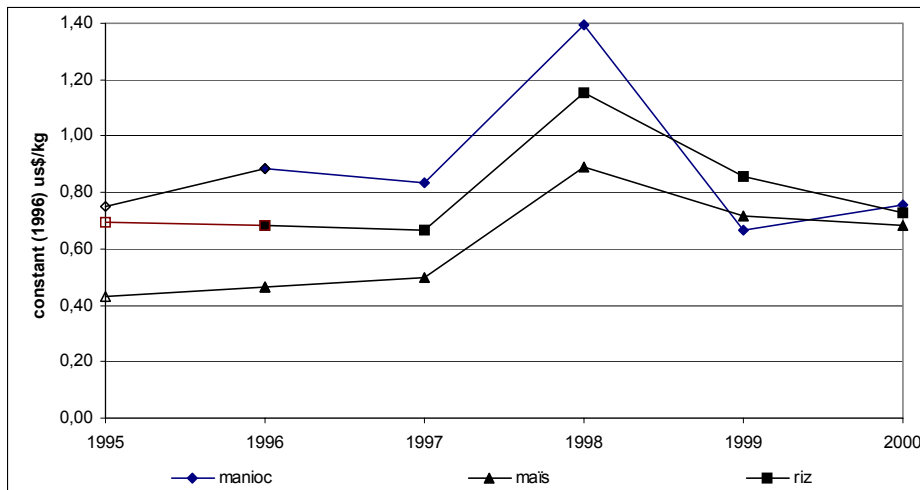
La capacité d'adaptation de la population à la crise « par le développement des mécanismes de survie » pourrait être un résumé intéressant de ce qui explique les observations faites ci-dessus, mais cette conclusion incite à chercher dans les détails : de quels mécanismes de survie s'agit-il ? Si nous reprenons les hypothèses formulées dans la section 2 de ce texte, il faut mentionner d'abord que quelques tendances (p. ex. l'accroissement des ménages, l'inégalité décroissant dans les revenus, augmentation du poids des filles-mères) se réalisent dans le moyen terme, il serait donc plutôt vain de chercher des

indications de changement dans ces tendances dans un laps de quelques années. Cependant, d'autres éléments peuvent retenir notre attention. Ci-dessous, nous voudrions détailler la situation dans le marché alimentaire d'abord, et ensuite chercher des indications d'une inégalité croissante entre la capitale et l'intérieur du pays.

4.1. Evolution du prix des denrées alimentaires

Premièrement, il est intéressant dans quel sens le contexte de la guerre ait affecté la situation dans les marchés alimentaires. Dans la figure 5 nous présentons l'évolution dans les prix (moyens annuels) des trois produits alimentaires de base à Kinshasa.

Figure 5. Evolution du prix moyen annuel du manioc, du riz et du maïs, 1995-2000.



Source : Compilation à base des publications de l'IRES, prix aux marchés de Kinshasa.

Nous pouvons constater d'abord que 1998 doit être considéré comme année de crise alimentaire: En effet, ce n'est qu'à partir du mois d'août 1998 que les prix ont commencé à être influencés par la situation de guerre, néanmoins dans la moyenne annuelle on constate une augmentation vertigineuse (en termes réelles !) avec 60-80% par rapport à l'année antérieure. En plus, le choc de 1998

semble aussi inaugurer un changement dans les tendances à plus long terme, sauf pour le riz. Certes, vers 2000 le prix du manioc excède encore légèrement celui du maïs, mais la différence est fortement réduite. En comparaison avec 1997, le prix du manioc semble avoir baissé de nouveau. En revanche, le prix du maïs a atteint des niveaux beaucoup plus élevés. Finalement, le prix du riz est de nouveau plus ou moins rentré dans la fourchette de 60-70 c\$ le kg, vers 2000.

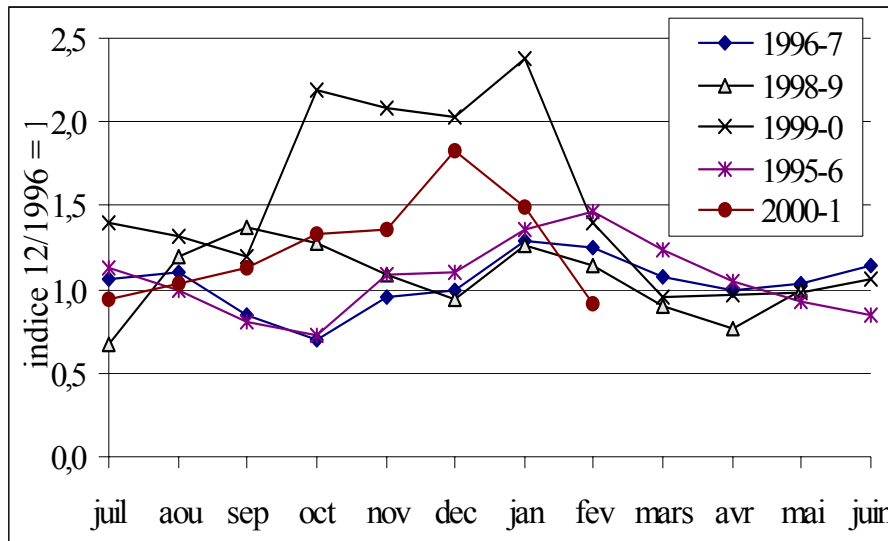
Nous croyons pouvoir interpréter cette situation comme suit :

D'abord, la capitale consomme pour la plupart du riz importé, à partir de Matadi. Or, bien que cette ville a souffert de la « guerre à l'est » vers la fin de 1998 et que le port a en partie été pillé, l'approvisionnement a été repris depuis lors.

Ensuite, la guerre a affecté surtout la situation dans le marché du maïs : Vers mi-1999, les rebelles occuperont la province de l'Equateur, aussi une province très importante comme fournisseur de maïs ; dans cette région, le cycle saisonnier de pluie est différent, et par conséquent cette région peut fournir le maïs dans la période de novembre-février, précisément la période de pluie à Kinshasa, donc une période d'approvisionnement difficile par voie terrestre.

Dans la figure 6 on peut apprécier en quelle mesure l'occupation du nord du Congo ait affecté l'approvisionnement de Kinshasa en maïs. Pour les années représentatifs de l'avant-guerre (1995-6, 1996-7), on voit un cycle assez « plat », atteignant un minimum en octobre (fin de la saison sèche) et un maximum en janvier- février, quand le prix atteint environ le double du prix du mois d'octobre. Or, en août 1998 ce rythme est soudainement perturbé, avec un doublement du prix réel dans le mois d'août. Pour le reste du cycle de 1998-9, cependant, rien ne change. Ce n'est que dans le cycle suivant, quand les rebelles ont occupé le nord du pays, qu'on peut voir que le rythme saisonnier du prix a fortement changé, avec une hausse vertigineuse (presque un doublement) déjà à partir du mois d'octobre ; apparemment le maïs est plus rare qu'avant, et la période de rareté vient également plus tôt dans le cycle. Le même phénomène se répète pour le cycle suivant (dont nous disposons de données jusqu'au mois de février 2001). Cependant, dans les autres mois, le prix du maïs semble avoir descendu encore par rapport aux années de l'avant-guerre (1995-7); si le prix moyen annuel a donc augmenté (voir figure 5), ceci est donc dû à une augmentation temporaire causé par la disparition du maïs de la province de l'Equateur.

Figure 6. Prix réel du maïs sur les marchés de Kinshasa, évolution mensuel pour des cycles consécutifs de 1995-2001.



Source: à base des données de la section économique de US-Embassy ; déflateur = indice général des prix du marché, section économique US-Embassy.

Cette interprétation est consistante avec l'observation que dans cette période de rareté, les gens commencent à substituer le maïs par le riz. On commence même à piler le riz pour en faire du fofou –un phénomène connu sous le nom de « je regrette » à Kinshasa : « je regrette, les conditions économiques manquent pour vous offrir le fofou à base de la farine de manioc et/ou farine de maïs ».

Finalement, il faut mentionner qu'en partie, la rareté croissante dans le maïs a été compensé aussi par une augmentation de l'approvisionnement de Kinshasa en manioc par voie fluviale; apparemment, la période de guerre s'est accompagné par une réactivation du port de Kikwit ; de plus en plus de manioc arriverait à Kinshasa par bateau. Toutefois, les données de l'Onatra enregistrent une augmentation du manioc manutentionné à Kinshasa de 282 tonnes métriques en 1997 à 755 tonnes en 1999¹⁷. Cependant, il faut ajouter ici que les plantes de manioc dans le Bas-Congo, le Bandundu et sur le plateau de Bateke (province de Kinshasa) sont de plus en plus affecté par une épidémie de virose (la

¹⁷ BCC *Bulletin mensuel de statistiques* Kinshasa, Septembre 2000, p. 14.

« mosaïque ») et de bactériose¹⁸ –ce qui pourrait expliquer l’augmentation du prix moyen annuel du manioc en 2000¹⁹.

4.2. inégalités ruraux-urbains

Une autre hypothèse explicatif du faible coût humain en ville serait qu’il y a eu un renversement dans les rapports ville-campagne. Ci-dessus, nous avons fait la supposition que la crise économique du Zaïre des années ’90 avait frappé en premier lieu (ou en tout cas relativement plus) la ville de Kinshasa, étant donné que (l’industrie de) celle-ci a été pillée maintes fois, et que c’est aussi dans les années ’90 que l’Etat au sens large a vu chuter son revenu de manière considérable, de \$ 1,5 milliards en 1990 à \$ 400-500 millions en 1997-8²⁰.

Or, quelques indices nous permettent de revoir cette supposition, ou en tout cas d’en ajouter quelques nuances, ne ce soit que de caractère assez spéculatif, étant donné le manque de données fiables sur cet aspect.

Nous croyons qu’au sujet des rapports ville-intérieur, l’hypothèse nulle doit être que l’intérieur a beaucoup plus souffert de la guerre.

D’abord, l’insécurité a sans doute augmenté presque partout à l’intérieur, tandis que les villes, et surtout la ville de Kinshasa, sont devenues de plus en plus des îlots de paix. Les soldats, vrais, faux, rebelles, congolais et autres, sont moins visibles et savent aussi piller sans être trop embêtés à l’intérieur. Ensuite, l’intérieur est aussi la première zone de refuge des déplacés de guerre, et sans doute aussi des déplacés les moins privilégiés. Et si les déplacés de guerre arrivent près de la ville, ils auront également plus de chance à être assisté par une instance internationale²¹. Finalement, c’est également à l’intérieur que se font

¹⁸ Voir FAO, *Informations sur la sécurité alimentaire en RDC n° 16*, Kinshasa, 21/08/2000.

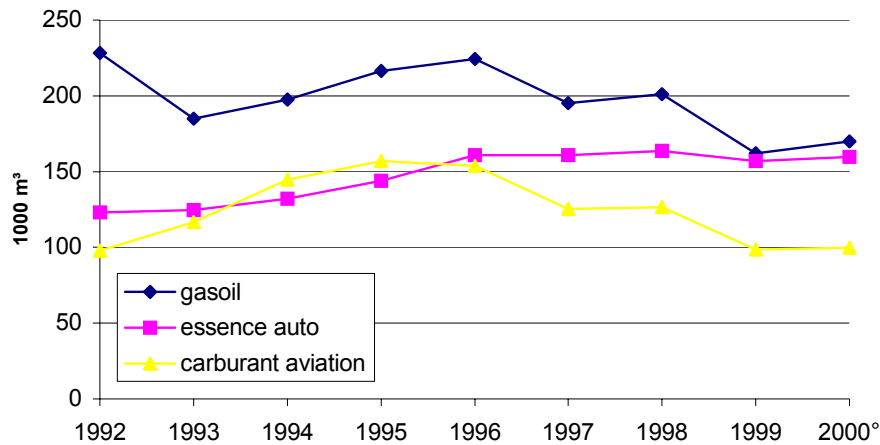
¹⁹ Nous ne disposons pas encore de données pour toute l’année 2000 sur la manutention du manioc au port de Kinshasa. A base des données déjà disponibles sur la période janvier-septembre, on peut estimer la manutention pour toute l’année à environ 486 tonnes métriques, ce qui serait une diminution considérable par rapport à l’année précédente (755 tonnes).

²⁰ Ces données incluent le revenu gagné moyennant le droit de seigneurage (taxe d’inflation), voir De Herdt, T. *Surviving the transition* p. 198.

²¹ Voir la catégorisation et les descriptions dans FAO, *Information sur la sécurité alimentaire en RDC n° 18*, 17/10/2000. On estime le nombre de réfugiés de guerre à 1,5 millions de personnes. Des catégories particulièrement alarmantes sont les “asservis” (comme ceux qui sont obligés de travailler dans les guisements du coltan) et les “déplacés-asservis”, qui sont donc accueillis dans les villages et qui reçoivent de l’aide alimentaire et autre à condition qu’ils acceptent d’être asservis par la population-hôte.

recruter la plupart des jeunes guerriers²², privant ainsi le secteur agricole de sa main d'oeuvre la plus productrice.

Figure 7. Evolution de la consommation de carburant au RDC, 1992-2000.



° estimation à base des 9 premiers mois de l'an 2000.

Source : à base des données de SEP-Congo, publié dans BCC, *Bulletin mensuel de statistiques* Kinshasa, Septembre 2000.

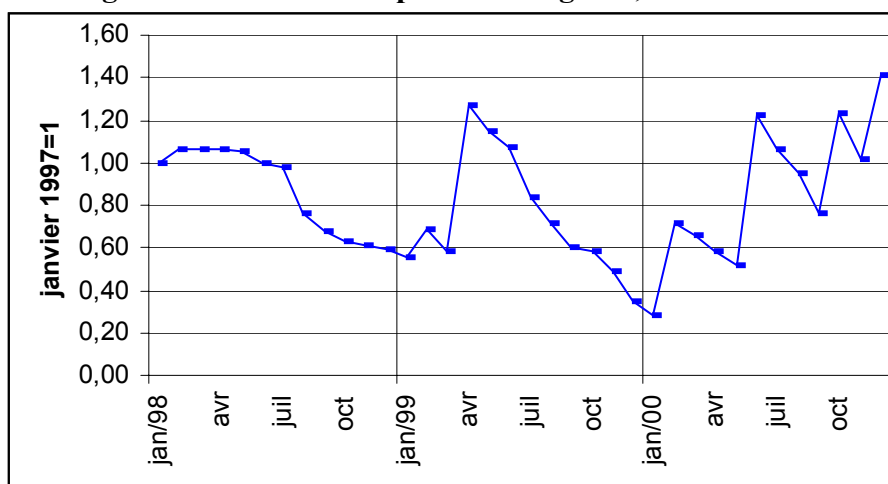
Peut-être qu'une des seuls indices de l'écart croissant entre les villes et l'intérieur pourrait être trouvé dans le marché du carburant. Dans la figure 7 nous présentons l'évolution de différents types de carburant entre 1992-2000. La guerre se lit surtout dans la consommation du gasoil, qui chute avec 20% entre 1998-9, bien qu'on voit une légère augmentation pour l'année 2000. Il est frappant, cependant, d'observer que, malgré la guerre et malgré la 'disparition' de deux tiers du territoire congolais des statistiques établis à Kinshasa, la consommation en essence pour autos n'a pratiquement pas bougé les dernières années. Or, vu l'état des routes, l'essence auto peut être considéré comme un produit « typique » pour les villes, et sans doute en premier lieu pour Kinshasa.

Cette évolution s'explique en partie par l'organisation particulière de ce marché; par le truchement d'un taux d'échange officiel fixé en période d'inflation, l'Etat

²² Van Acker, F. Vlassenroot, K. *Youth and Conflict in Kivu: 'Komona Clair'*, 2000 (draft).

(l'armée) essaie d'acheter le carburant à un moindre prix. Ce qu'on voit dans la réalité (figure 8), c'est un mouvement en dents de scie, étant le résultat d'un ajustement temporaire du prix, qui est par après « mangé » par le pouvoir d'achat diminuant de la monnaie. En principe, ce bas prix devrait être appliqué aussi à la pompe pour le grand public, mais dans la pratique il se traduit d'un côté dans une rareté de l'offre du carburant dans le circuit officiel, et d'un autre dans un marché noir de carburant –prétendument organisé par des gens proches des fonctionnaires et militaires avec accès prioritaire au carburant bon marché²³. En tout cas, ce marché noir s'organise en premier lieu à Kinshasa même. Bien que le marché est donc actuellement organisé de manière peu transparent, on peut supposer que précisément pour cette raison, le carburant reste plutôt dans la capitale, où il est acquis de manière bon marché –au moins par certains citoyens.

Figure 8. Evolution du prix réel du gasoil, 1998-2000



Source : à base des données du Ministère du Pétrole, publié en BCC, *o.c.*, p. 21., déflaté avec l'indice général des prix au marché, IRES.

Nous croyons donc pouvoir conclure que l'écart rural-urbain est probablement accru en faveur de la ville –et en premier lieu en faveur de la capitale.

²³ Pour un témoignage, voir MARYSSE, S. "Lost de lijm in Congo ?" in: L. Walckiers (ed.) *Oorlog in Congo* Brussel, Wereldwijd Mediahuis, pp. 109-24. Pour un témoignage historique, voir BAYART, J.-F. *The state in Africa; the politics of the belly* 1994, London, Longman, pp. 235-7.

Ceci dit, il faut immédiatement ajouter qu'il faut encore nuancer cette hypothèse en soulignant que « l'intérieur » est vaste et sans doute très diversifié encore. Ci-dessus, nous avons p. ex. déjà remarqué qu'une bonne partie du revenu gagné jadis par l'Equateur en écoulant ses produits agricoles comme le maïs sur la ville de Kinshasa, est maintenant sans doute gagné (en partie) par d'autres régions. Plus proche du concept théorique de « bien-être » et plus proche de l'indicateur de la malnutrition infantile, nous disposons aussi de quelques données sur la mortalité infantile, requéillies dans des différents sites, tous au R.D.C., de type urbaine et rurale, au courant de 1999.

Tableau 5. Indices de mortalité infantile dans différents sites au pays, 1999

	# enfants dans les ménages enquêtés	source	Indice de mortalité Infantile (<5 ans) Morts/1000/mois
Sites urbaines			
Kinshasa-Kinshasa [°]	898	AICF	3
Kinshasa-Kingabwa [°]	895	AICF	3
Kinshasa-Selembao [°]	896	AICF	6,9
Kisangani ^{°°}	362	IRC-MSF	4,8
Sites rurales			
Katana ^{°°}	171	IRC	6,9
Kabare ^{°°}	242	IRC	5,8
Moba ^{°°}	194	IRC	24,5

[°]à base d'une question sur le nombre de morts dans le ménage entre Juillet-Septembre 1999.

^{°°} à base d'une question sur le nombre de morts dans le ménage entre Janvier 1999 et Avril 2000.

Sources : AICF-CEPLANUT *Kinshasa ; enquêtes nutritionnelles communes de Kimbanseke, Selembao, Kinshasa et Pool Kingabwa-commune de Limete* 1999, Kinshasa R.D.C., p. 18, et IRC, *Mortality in Eastern DRC ; results from five mortality studies*, Bukavu - http://www.theIRC.org/mortality_2000.cfm

D'abord, on peut remarquer qu'il semble y avoir une différence nette entre les sites urbaines et les sites rurales, où la mortalité infantile est nettement plus élevée. Cependant, cette remarque ne tient pas compte des différences considérables à l'intérieur de ces deux catégories ; pas simplement entre les villes, mais même entre les différents quartiers de la même ville de Kinshasa. Et, bien-sûr, entre les différentes sites rurales, en fonction de la présence plus ou moins proche de la guerre. Finalement, nous devons remarquer qu'un nombre significatif d'habitants ruraux s'est enfui de la violence en cherchant refuge dans les villes à l'Est. Par conséquent, les estimations de la mortalité urbaine à base

des enquêtes peuvent être sur-estimés si on ne tient pas dûment compte de cet élément²⁴.

5. CONCLUSION

Le travail derrière ce texte reste inachevé, parfois nous devons nous contenter avec quelques indices, parfois même l'argument reste plutôt spéculatif. Le temps nous enseignera sans doute plus, mais c'est aussi le contexte même de la guerre qui nous oblige de nouer les deux bouts du mois de la connaissance avec un maigre salaire d'information fiable et le miracle des hypothèses théoriques. De toute façon, la pertinence de la question du coût humain de la guerre exige qu'on établisse une réponse sur cette question.

Est-ce que les habitants de la capitale du R.D.C. ont souffert de la guerre ? Cette question ne peut être répondue qu'en faisant un exercice abstraite qui tente de comparer des situations « sans » et « avec » guerre. En effet, les habitants de Kinshasa ont déjà une longue expérience de vivre dans un contexte de croissance économique négative et de crise sociale et politique; l'actuelle situation de guerre n'en forme qu'une étape ultérieure.

Nous avons pu identifier et corroborer trois hypothèses qui expliquent comment les habitants de Kinshasa –ou au moins les enfants- ont su se défendre contre la croissance économique négative. D'abord, l'économie s'est de plus en plus informalisée, et par conséquent il ne faut pas confondre l'effondrement de l'économie enregistrée avec l'effondrement de l'économie réelle. Ensuite, les données montrent une tendance à moyen terme d'une économie (post-)coloniale et profondément inégale vers une économie plus égalitaire. Cette tendance est en partie contrecarrée, bien-entendu, par d'autres ou de nouvelles sources d'inégalité, p.ex. à l'intérieur des ménages mêmes. Enfin, les effets de la crise économique sur la malnutrition infantile ont probablement été atténués par un changement tendantiel du manioc vers le maïs ; ce changement a probablement été induit par un changement tendantiel dans les prix relatifs de ces deux denrées alimentaires, dû au fait que les difficultés de transport sont beaucoup plus sévères pour le manioc que pour le maïs. Ce changement implique de toute façon que les kinois ont évolué vers un repas plus nutritif en termes de calories et de protéines.

²⁴ Voir les détails méthodologiques fort instructifs présentés dans Les Roberts et al. *Mortality in Eastern Democratic Republic of Congo; results from eleven mortality surveys* Bukavu, <http://www.theIRC.org/mortality.cfm>.

En ce qui concerne la période de guerre, nous constatons d'abord que, de nouveau, les kinois semblent avoir échappé au sort que nous leur attribuerions partant de l'information existante sur la République en général. De nouveau aussi, nous avons pu confirmer les hypothèses énoncés ci-dessus, avec de l'information plus récente. Entre la situation « sans » et « avec » guerre, il y a cependant une différence de taille : si pour la période avant août 1998, nous avons constaté plutôt un rapport ville-campagne plus égale –dû à l'appauvrissement de la ville relatif à l'appauvrissement de la campagne, il est probable que la période de guerre a déclenché un processus d'inégalité croissante villes-campagne. Cette hypothèse était déjà émise par Max Weber lors de son analyse de la ville antique grecque.

De toute façon, nous corroborons cette « hypothèse nulle », faute de données qui permettent de soutenir une hypothèse alternative. Nos observations devraient donc surtout stimuler des recherches ultérieures, étant donné qu'il semble que l'hypothèse Weéberienne n'est pas sans fondement dans le cas de Kinshasa : il est probable que la guerre, qui ne constitue qu'une autre phase dans le long processus de régression économique du Congo, est vécue par la ville de Kinshasa plutôt comme un phénomène de l'intérieur, qui demande certes d'autres stratégies d'adaptation, mais qui n'affecte en tout cas pas (encore ?) trop la vie quotidienne des citoyens. Entre la ville de Kinshasa et la ville grecque que Weber avait en tête, il y a, certes, encore un monde. Mais de toute façon, l'hypothèse Weberienne se confirme dans le sens où il ne faut pas confondre le pays avec la ville, ni la ville avec le pays. Tout comme le développement économique, et peut-être encore plus que le développement économique, la régression économique doit être comprise comme un phénomène multidimensionnel, complexe et potentiellement fort diversifié, étant la résultante de mouvements contradictoires. La population souffre de la guerre, certes, mais plus que jamais il faut parler de « population » et de « souffrir » au pluriel, dans le temps comme dans l'espace.